

**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie
n° 2017-011 du 20 juillet 2017 relative aux prochains tarifs
péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz
naturel des Entreprises Locales de Distribution**

Réponses de Réseau GDS

Bilan des tarifs ATRD4 des ELD

• **Question 1** : (page 13)

Quel est votre retour d'expérience sur les tarifs ATRD4 des ELD et les conditions d'utilisation actuelles des réseaux de distribution de gaz naturel des ELD, entrés en vigueur le 1er juillet 2013 à l'exception du tarif de Sorégies, entré en vigueur le 1er juillet 2014 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan des tarifs ATRD4 des ELD ?

Réseau GDS considère que le bilan du tarif ATRD4 est globalement satisfaisant.

Toutefois, certains points mériteraient d'être améliorés et notamment :

- Une meilleure anticipation de la prolongation d'une année d'une période tarifaire. En effet, la CRE a pris la décision de manière unilatérale et tardive, de poursuivre le tarif ATRD 4 au-delà du 30 juin 2017, ce qui a généré des travaux supplémentaires pour les ELD, et ce, dans un délai très contraint ;
- Une réelle prise en compte des particularismes locaux et de la taille des ELD (lourdeur du dispositif, règles de gestion tendant à être alignées sur celles de GRDF impactant ainsi les Systèmes d'Information...) ;
- La prise en compte d'un correctif de l'inflation, la première année de la période tarifaire.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que le plafonnement à + ou – 2 % du facteur k (mis en place lors de l'ATRD 4), résultant de l'apurement du solde du CRCP, doit permettre de lisser dans le temps des écarts significatifs entre le prévisionnel et le réalisé et d'éviter ainsi des variations tarifaires trop importantes d'une année sur l'autre.

Pour Réseau GDS, le montant de ce solde est largement positif en fin de période tarifaire ATRD 4, principalement du fait de l'effet volume. Ce montant qui nous est dû, au titre de l'ATRD 4, ne doit pas nous pénaliser dans la fixation du tarif de la période tarifaire suivante, puisqu'il correspond bien à un montant permettant de couvrir les charges reconnues.

Cadre de régulation incitative

- **Question 2** : (page 14)

Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour les prochains tarifs des ELD ? Si vous ne considérez pas cette durée comme pertinente, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ? Quelles conditions devraient accompagner cette évolution de la durée ?

De manière générale, Réseau GDS considère qu'une durée de quatre années est pertinente pour une période tarifaire. Toutefois pour l'ATRD 5, nous souhaitons l'application d'une période tarifaire de deux ans afin de permettre de nous recaler sur la période tarifaire de GRDF pour le prochain tarif ATRD 6.

En effet, nous considérons que le décalage avec GRDF nous est préjudiciable car il engendre mécaniquement des dissymétries d'information et de concertation sur des problématiques tarifaires (exemple : mécanisme d'incitation au développement du nombre de consommateurs, coûts unitaires des investissements, homothétie, structure tarifaire...) alors que les mêmes modalités tarifaires que celles de GRDF nous sont appliquées.

En outre, le décalage porté à deux ans risque d'introduire une modification des paramètres variables fixant la rémunération des capitaux investis et ainsi d'avoir un CMPC différencié de GRDF (hors effet lié à la petite taille des ELD), alors que les autres règles restent d'application uniforme.

Aussi, Réseau GDS maintient ses demandes :

- de recaler la période tarifaire des ELD sur celle de GRDF pour le prochain tarif ATRD 6 ;
- et en tout état de cause, d'être pleinement associés aux réunions de travail liées aux travaux tarifaires ATRD de GRDF impactant les ELD.

- **Question 3** : (page 15)

Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation des ELD selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

Réseau GDS est favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation.

En effet, Réseau GDS approuve le fait que l'opérateur conserve la totalité des gains et pertes sur la période tarifaire. Cette disposition est vertueuse car elle incite l'opérateur à réaliser des gains de productivité, et elle traite de manière symétrique les gains et les pertes.

Cependant, pour fixer le niveau de charges initial de la période tarifaire suivante, l'effort de productivité doit être raisonnable et calibré en fonction de chaque ELD afin qu'il soit réalisable. En effet, il n'est pas équitable de prendre en compte dans la trajectoire, les effets d'aubaines qui n'ont pas de caractère récurrent, car cette méthode impose implicitement des efforts de productivité complémentaires.

Nous avons déjà réalisé des efforts de productivité sur la période ATRD 4 qui ne peuvent être reconduits systématiquement selon un même rythme sur la période tarifaire suivante, alors que nous avons à faire face à de nouvelles obligations entraînant des coûts supplémentaires.

- **Question 4 :** (page 16)

Êtes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative sur les charges de capital « hors-réseaux » ?

Réseau GDS n'est pas favorable à la mise en œuvre d'un tel mécanisme.

En effet, ce processus nécessiterait une prévision fiable de ces postes d'investissement, notamment les projets informatiques pour lesquels nous n'avons que partiellement une visibilité et une maîtrise sur les 4 années du tarif ATRD.

En plus d'alourdir le système, ce dispositif ferait supporter davantage de risques à l'opérateur dans la mesure où il ne maîtrise pas totalement ce type d'investissements. Ainsi, par exemple, des évolutions de règles de gestion décidées en GTG et impactant les SI, peuvent s'imposer à nous sans que nous n'ayons pu les prévoir dans notre trajectoire.

Concernant spécifiquement les charges relatives à l'immobilier, celles-ci nous sont généralement imposées compte tenu de nos implantations historiques dans les territoires que nous desservons et sans réelle possibilité d'optimisation au travers d'une régulation incitative.

Enfin, sauf erreur de notre part, aucune anomalie liée à l'arbitrage entre dépenses d'investissement et charges d'exploitation n'a été relevée par la CRE pour Réseau GDS. Il nous apparaît donc raisonnable, compte tenu du faible risque avéré, de ne pas complexifier l'ATRD 5 par ce nouveau mécanisme inadapté à notre taille.

- **Question 5 :** (page 16)

Etes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de suivi des coûts unitaires des investissements dans les réseaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des ELD disposant d'un tarif ATRD spécifique ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?

Pour Réseau GDS, le système d'incitation mis en place avec l'ATRD 4 semble donner satisfaction, d'autant que la CRE n'a pas constaté que les indicateurs quantitatifs de suivi étaient insuffisants pour s'assurer que la diminution des investissements ne se fait pas au détriment de la réalisation des volumes prévus (cf. délibération du 6 mai 2015 portant sur l'évolution de la grille au 1^{er} juillet 2015).

Si un tel mécanisme devait être mis en place à Réseau GDS, nous accorderions une attention toute particulière aux comparaisons qui pourraient être faites avec d'autres GRD de tailles significativement différentes, à la pertinence des conclusions que l'on pourrait en déduire (notamment les coûts moyens par chantier), ou encore aux évolutions qui pourraient être apportées à un tel mécanisme nécessitant des moyens humains et matériels conséquents.

En tout état de cause, nous souhaitons, comme pour toute autre évolution, qu'une concertation préalable soit menée bien en amont de son entrée en vigueur.

- **Question 6 :** (page 17)
Êtes-vous favorable à l'évolution de la fréquence de calcul et de remontée des valeurs des indicateurs à la CRE proposée ?

Réseau GDS est favorable à cette évolution.

- **Question 7 :** (page 18)
Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité de service envisagés ?

Réseau GDS n'a pas de remarque particulière sur ce point, et ne peut que valider une liste d'indicateurs en diminution et qui soient pertinents.

- **Question 8 :** (page 19)
Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités, c'est-à-dire à la fixation d'un unique objectif de référence fondé sur la moyenne pondérée des performances des ELD sur les deux années précédentes et de valeurs « plancher » pour les indicateurs incités financièrement ?

Le remplacement d'un objectif exprimé en base et en cible par un niveau de référence unique élimine une zone neutre non incitée financièrement et par conséquent, augmente le risque de pénalité pour l'opérateur.

En effet, c'est l'objectif cible et non l'objectif de base, qui est devenu, pour la plupart des indicateurs, l'unique objectif.

Dans ces conditions, Réseau GDS n'est pas favorable à cette évolution.

- **Question 9 :** (page 19)
Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire ?

Réseau GDS reste ouvert à l'évolution du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire, mais la conditionne à une réelle concertation préalable à toute modification envisagée par la CRE. En effet, l'introduction de nouveaux indicateurs peut nécessiter des moyens supplémentaires et des évolutions des Systèmes d'Information pour le recueil des données dont il faudra tenir compte dans le revenu autorisé.

- **Question 10 :** (page 20)
Êtes-vous favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD à développer un portail à destination des fournisseurs ?

Réseau GDS disposant déjà d'un portail à destination des fournisseurs, n'a pas d'avis sur ce point.

- **Question 11** : (page 22)

Etes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitant les ELD à développer le nombre d'utilisateurs raccordés au réseau de gaz ?

Une régulation incitant les plus gros opérateurs à développer le nombre d'utilisateurs raccordés à leurs réseaux existe déjà et nous y sommes favorables. Le mécanisme mis en place avec l'ATRD 4 est trop récent pour le remplacer dès à présent.

- **Question 12** : (page 22)

Etes-vous favorable aux modalités du mécanisme d'incitation envisagé par la CRE ?

Réseau GDS n'est pas favorable aux modalités du nouveau mécanisme d'incitation envisagé par la CRE, pour les raisons suivantes :

- Ce mécanisme modifie la nature des aides au développement, qui de charges reconnues deviennent des bonus déterminés selon un calcul théorique ne correspondant plus à des coûts réellement engagés. De plus, pour Réseau GDS, une partie des dépenses de communication qui avait été reclassée lors de l'ATRD 4 en aides au développement, se retrouvent de fait non reconnues. Or, la mise en place d'un mécanisme de cette nature ne devrait pas conduire à diminuer le niveau des charges d'exploitation pour un même niveau de performance.
- Nous considérons que ce mécanisme n'est pas pertinent dans la mesure où il ne répond pas à une étude du marché de la zone desservie, et conduit pour certaines ELD à l'attribution d'un niveau d'aides bien au-delà de leurs besoins réels. Aussi, Réseau GDS ne comprend pas la logique adoptée par la CRE.
- Les actions de développement sont généralement menées par segment de marché (résidentiel, tertiaire, industriel) et non par option tarifaire. En effet, le raisonnement par option tarifaire est contraire à toute logique marketing de développement.
- Les modalités envisagées par la CRE consistent à considérer que l'écart relatif entre les trajectoires sans et avec développement doit être le même pour GRDF et les ELD, alors même que chaque ELD a sa spécificité (territoires différents, impacts réseaux de chaleur, structures de portefeuilles, dynamique du marché...).

Réseau GDS en particulier :

- est le seul GRD français sans lien avec un fournisseur de gaz, qui de plus n'appartient pas à un groupe ; à ce titre, Réseau GDS doit assurer seule sa communication institutionnelle ;
- a la particularité de ne pas avoir les CI-CM en concession ; celles-ci, de technique « allemande », sont nombreuses à être vétustes et doivent être renouvelées, ce qui sans aides de fidélisation accélérera encore d'avantage la perte massive de clients T1 ;
- a une vulnérabilité induite par la très forte volonté de l'Eurométropole de Strasbourg de développer les réseaux de chaleurs propres ;
- a une structure de portefeuille spécifique, liée principalement à son histoire, son tissu industriel et son climat.

- **Question 13** : (page 23)

Êtes-vous favorables à l'introduction pour les ELD concernées d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D avec un suivi en fin de période tarifaire des projets de R&D des ELD ?

Nous sommes favorables à la couverture des coûts de R&D dans l'ATRD, mais la mise en place d'un dispositif de régulation incitative ne nous semble pas pertinente.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'un suivi annuel des projets R&D ajouterait des contraintes supplémentaires pour l'opérateur.

- **Question 14** : (page 24)

Etes-vous favorable à la prise en compte des charges de pertes et différences diverses au CRCP ?

Compte tenu du caractère très aléatoire de ce poste de charges, Réseau GDS est favorable à la prise en compte des pertes et différences diverses au CRCP.

- **Question 15** : (page 25)

Etes-vous favorable à la reconduction des principes du mécanisme de CRCP existant ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

Réseau GDS est favorable à la reconduction des principes du mécanisme du CRCP existant, permettant de prendre en compte, pour certains postes, les écarts peu prévisibles entre le prévisionnel et le réalisé.

A noter toutefois que le mécanisme actuel de plafonnement du coefficient k à $\pm 2\%$ en cours de période tarifaire ne doit pas pénaliser l'opérateur sur la période tarifaire suivante, d'autant plus si le solde positif en fin de période avait pour conséquence une augmentation significative de la première marche sur la période tarifaire suivante.

- **Question 16** : (page 25)

Etes-vous favorable aux évolutions proposées concernant les différents postes au CRCP ?

Les évolutions proposées par la CRE répondent, en partie, à de nouvelles contraintes.

Aussi, nous sommes favorables à l'évolution de certains postes au CRCP, mais souhaiterions que les nouvelles dispositions qui s'imposent à nous, soient traitées différemment.

Réseau GDS souhaite notamment que :

- le niveau des charges liées aux impayés soit estimé par les ELD (dont la connaissance est plus précise que le taux retenu de 0,9 % du revenu autorisé), qu'il soit intégré dans la trajectoire, et que l'écart « estimé / réel » soit pris en compte en totalité au CRCP ;
- les charges de capital « hors réseau » restent à 100% au CRCP.

- **Question 17** : (page 25)

Etes-vous favorable au maintien d'une clause de rendez-vous pour les tarifs ATRD5 des ELD, selon des critères d'activation similaires à ceux mis en place pour la clause de rendez-vous des tarifs ATRD4 ?

Réseau GDS est favorable à une clause de rendez-vous activable au moins tous les deux ans selon des critères similaires à ceux mis en place pour l'ATRD 4. Cette disposition permet en effet de prendre en compte l'impact d'une décision significative d'ordre législatif, réglementaire ou juridictionnel.

Demandes tarifaires des ELD et analyse préliminaire de la CRE

- **Question 18** : (page 28)

Que pensez-vous des hausses des charges d'exploitation demandées par les ELD ?

Nous estimons que les hausses des charges d'exploitation demandées par les ELD sont amplement justifiées, néanmoins elles sont présentées de manière à engendrer une mauvaise interprétation, dans la mesure où les bases du réalisé 2015 et du prévisionnel 2018 (page 28 de la consultation publique), ne couvrent pas le même périmètre de charges. Aussi, la traduction qui en est faite dans la consultation publique, n'en permet pas une lecture objective.

D'ailleurs, Réseau GDS s'étonne que la CRE n'ait pas présenté l'évolution des charges d'exploitation de la même manière que pour GRDF (cf. page 26 de la consultation publique ATRD 5 du 18 novembre 2015), en indiquant notamment le « socle » de charges à périmètre constant ATRD 4.

A périmètre équivalent, après retraitement des montants liés à la redevance de concession versée à l'Eurométropole de Strasbourg, aux impayés imposés par la CRE à hauteur de 0,9% du revenu autorisé, aux engagements sociaux constituant une nouvelle charge sur la période tarifaire, la demande effective de Réseau GDS correspond à une augmentation de 6,4% et non de 18,5% telle que présentée par la CRE.

De plus, notre demande intègre des charges induites par de nouvelles obligations réglementaires (loi NOTRe, LTECV...) et des évolutions de nos métiers de distributeur qui justifient pleinement la hausse demandée.

- **Question 19** : (page 40)

Que pensez-vous des fourchettes hautes et basses de charges d'exploitation retenues par la CRE ?

Au préalable, il convient de noter que l'ATRD 4 réalisé retraité pris en compte par la CRE n'intègre pas les charges d'impayés, alors que les fourchettes haute et basse proposées, les incluent, ce qui laisse penser que la hausse entre 2015 et 2018 est de 2 points supérieure à ce qu'elle n'est en réalité.

Par ailleurs, il convient de préciser que les retraitements et les ajustements proposés, semblent avoir été effectués avec l'objectif de limiter la couverture des charges d'exploitation de Réseau GDS au niveau atteint par les charges réelles de 2015.

De fait, à périmètre équivalent, les charges d'exploitation 2018 ajustées, déduction faite des impayés, sont inférieures aux charges réelles 2015 retraitées ramenées en euros 2018.

L'approche excessive de la fourchette basse, qui impose dès le démarrage de la nouvelle période tarifaire des gains de productivité complémentaires, est irréaliste dans un contexte où les nouvelles obligations réglementaires, tant métier que numérique ou environnementales, nous imposent un grand nombre de charges supplémentaires.

Sous couvert de la notion d'« opérateur efficace », la CRE ne tient pas compte d'une partie des charges de personnel alors qu'elle envisage d'intégrer des recettes extratarifaires non récurrentes correspondant majoritairement à la refacturation du temps passé d'agents et non à des coûts externes.

Cette approche non symétrique nous met sérieusement en difficultés, car elle implique une réduction d'effectifs, non justifiée du fait du caractère essentiellement conjoncturel de ces recettes.

De plus, du fait des évolutions liées au métier de distributeur et à son environnement, il n'est pas envisageable pour Réseau GDS de ne pas mettre en place des nouveaux outils informatiques. Aussi, il est indispensable d'intégrer les dépenses liées au lancement de ces nouveaux projets informatiques dans les années à venir, tant pour ce qui concerne les coûts d'investissement (CAPEX) que les coûts de maintenance associés.

Enfin, la remise en cause de l'ensemble des dépenses de communication externe exclut notamment les dépenses relatives aux relations publiques avec les élus et partenaires, ainsi que l'ensemble des coûts engagés au titre du renforcement de la notoriété du distributeur, qui de fait, ne seraient plus pris en compte dans les charges reconnues.

Depuis la séparation de l'activité de distributeur de celle de commercialisateur, l'identité de Réseau GDS reste confondue avec celle de « Gaz de Strasbourg » dans l'esprit du grand public. Les montants engagés par la mise en œuvre d'actions de communication sur les métiers de la distribution de Réseau GDS, ne font que répondre aux rapports des services de la CRE sur l'audit du code de bonne conduite.

Pour conclure, il n'est pas acceptable pour Réseau GDS que les fourchettes proposées par la CRE ne permettent pas de répondre à la couverture des charges d'exploitation.

- **Question 20** : (page 43)

Que pensez-vous de la fourchette de taux de rémunération envisagée par la CRE ?

Au préalable, nous souhaitons rappeler que depuis la mise en place des tarifs ATRD, les ELD se sont vu appliquer les même taux de rémunération des actifs que GRDF, et ce, quelles qu'aient été les situations respectives des marchés financiers, des taux d'inflation ou des textes fiscaux applicables.

Les ELD aimeraient ainsi comprendre ce qui explique cette volonté de différenciation qui va à l'encontre des principes d'homogénéisation jusque-là mis en avant par la CRE, alors même que les conséquences de la taille des organisations qui est pourtant le principal trait différenciant entre GRDF et les ELD, n'a pas été pris en compte.

En effet, l'amplitude de la fourchette du taux de rémunération envisagée par la CRE pour les ELD a été réduite (entre 4,5% et 5%) par rapport à celle de GRDF (entre 4,5% et 5,25%), sans que la CRE ne parvienne à justifier ce qui motive cette différence de traitement. Par ailleurs, nous regrettons que cette fourchette soit significativement inférieure à la plage demandée par les ELD (5,24% - 5,68%).

La demande des ELD et donc de Réseau GDS est fondée sur une étude réalisée par Microeconomix (depuis repris par Deloitte), communiquée à la CRE et rendue publique sur le site internet du SPEGNN.

Selon les conclusions de ce rapport, la taille relativement réduite des ELD n'est pas sans incidences sur leur coût de financement et sur le niveau de risque supporté par les investisseurs.

Dans son rapport, Microeconomix note que les sociétés de taille réduite ont une plus forte sensibilité aux conditions économiques et aux aléas, d'où un risque systémique accru pour les actionnaires. Dans le cas particulier des ELD, la faible étendue géographique, le manque de diversification sur plusieurs métiers et, dans certains cas, leur profil mono-énergie contribue à augmenter le risque pour l'investisseur. Nous pouvons citer en exemples, la défaillance de la société Electricité Services Gironde suite à la tempête de 1999, ainsi que l'accident survenu sur le réseau de gaz de Mulhouse en 2004, qui auraient sûrement eu des conséquences financières dévastatrices pour une ELD. En plus de leur faible diversification, les ELD sont également plus exposées au risque, du fait du rapport entre les coûts fixes et les coûts variables (« operating leverage ») plus élevé que la moyenne.

A ce risque accru supporté par les actionnaires, il convient d'ajouter les coûts de transaction supplémentaires qu'ils supportent pour investir dans des entreprises de petite taille (difficulté d'accès à l'information dans le cas de sociétés non cotées).

Microeconomix propose en conséquence un ajustement du CMPC à la hausse, afin de rémunérer justement le risque plus élevé supporté par les actionnaires, par rapport à un Gestionnaire de Réseau de Distribution de grande envergure tel que GRDF.

Plus précisément, Microeconomix propose d'augmenter le taux de rendement requis des fonds propres au travers d'un bêta fixé à 0,45 (valeur retenue pour l'ATRT6) et d'une prime de taille sur le coût des fonds propres entre 0,3% et 0,4%.

Le consultant appuie ses recommandations sur une revue de la littérature académique et d'études empiriques, selon lesquelles le taux de rendement requis par les investisseurs est d'autant plus élevé que la taille de la société est faible, ainsi que sur l'analyse des pratiques d'autres régulateurs européens. Microeconomix a notamment constaté une fourchette de prime sur fonds propres ou équivalents de l'ordre de 0,10% à 0,70% (avec une valeur moyenne de 0,36%), alors même que les entreprises concernées sont de taille bien plus importante que les ELD gazières.

Microeconomix a revu les autres paramètres de marché retenus par Frontier Economics pour le calcul du CMPC applicable à GRDF dans le cadre de l'ATRD5 et les laisse largement inchangés, prenant en compte l'évolution des marchés financiers entre-temps. Au final, le consultant recommande une fourchette de CMPC allant de 5,24% à 5,68%.

Réseau GDS ne peut pas comprendre que la situation particulière d'une ELD, du fait de sa faible diversification et de sa taille, ne soit prise en compte au niveau du taux de rémunération accordé et que ce taux puisse être inférieur à celui de GRDF.

Enfin, nous tenons à souligner que selon l'article L452-1 du code de l'énergie, « *Les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel et des installations de gaz naturel liquéfié, ..., sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace.* ».

Dès lors que l'effet « taille » sur le taux de rémunération des actifs est objectivement démontré par l'étude précédemment citée, qu'il induit une charge effectivement supportée par les GRD des ELD gazières, que la non prise en compte de cet effet ne saurait être justifiée par la notion d'opérateur efficace puisque la taille est une caractéristique intrinsèque qui s'impose aux ELD, cet effet ne peut qu'être pris en compte.

Réseau GDS souligne en complément que la prise en compte de cet effet taille, dans le taux de rémunération des actifs, impacte de façon raisonnable le niveau des tarifs ATRD des ELD, et donc les clients finals, ces derniers bénéficiant par ailleurs d'un véritable service de proximité favorisé justement par la taille des ELD.

En conclusion, Réseau GDS ne peut accepter la fourchette proposée par la CRE, et estime que le taux de rémunération du CMPC doit être à minima égal à celui de GRDF.

Structure des tarifs

- **Question 21** : (page 59)
Etes-vous favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel consistant à les rendre homothétiques à celles de GRDF ? La méthodologie envisagée par la CRE vous semble-elle pertinente ?

Réseau GDS est opposé à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel.

En effet, la grille de Réseau GDS a été construite pour répondre à la typologie de notre portefeuille clients ainsi qu'à nos contraintes climatiques.

Rendre homothétique l'ensemble des grilles des ELD françaises à la grille de GRDF ne tient pas compte de l'intérêt des clients finaux.

Sur la zone de Réseau GDS, les clients industriels s'engagent d'ores et déjà dans des procédures de certification ISO 50001 qui ont pour corollaire inévitable une érosion des consommations. L'augmentation du prix de l'acheminement induit par l'harmonisation des grilles tarifaires mettrait à mal les efforts de fidélisation que nous avons initiés auprès de ce segment de clientèle et augmenterait considérablement le risque qu'ils optent pour une énergie alternative. Cela aurait pour conséquence d'accroître encore l'érosion du nombre de clients et des consommations, et in fine d'augmenter notre écart de grille avec celle de GRDF, produisant ainsi l'effet inverse de celui recherché.

Par ailleurs, comme mentionné dans la consultation publique du 18 novembre 2015 relative au tarif ATRD 5 de GRDF, la CRE souhaite réaliser, avec GRDF et les ELD gazières, une étude approfondie des coûts engendrés par chaque type de consommateurs en fonction de son utilisation des réseaux de distribution de gaz. Les conclusions de cette étude pourraient conduire à une évolution significative de la structure de la grille tarifaire de GRDF, et donc de celle des ELD. Aussi, il ne nous semble pas opportun de procéder à cette harmonisation avant de connaître les résultats de cette étude.

Et enfin, l'harmonisation des grilles impactera les montants du bonus et de l'incitation naturelle, dans la mesure où les prévisions sont basées sur la grille tarifaire actuelle, alors que les montants réels seront basés sur des grilles dont chacun des termes aura évolué. Ne disposant pas suffisamment d'éléments quant à la méthodologie envisagée par la CRE pour procéder à cette harmonisation, nous n'avons pas pu évaluer le niveau précis de cet impact.

Nouvelles concessions

- **Question 22 :** (page 59)
Que pensez-vous d'une éventuelle extension des règles tarifaires applicables aux nouvelles concessions aux autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel ?

Réseau GDS n'étant pas concerné par d'autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel, ne peut prendre position sur cette question.

Autre question

- **Question 23 :**
Avez-vous toute autre remarque sur les prochains tarifs ATRD5 des ELD ?

De manière générale, nous comprenons mal pourquoi la CRE prévoit autant d'évolutions pour l'ATRD 5, alors que le tarif ATRD 4 a rempli les objectifs fixés.

Ainsi, la remise en cause du mécanisme d'aides au développement défini pour l'ATRD 4 exclut les dépenses de communication externe jusqu'alors reconnues dans les charges du distributeur. Cette instabilité dans l'application des modalités tarifaires nous pénalise dans la mesure où les engagements, déjà pris vis-à-vis de tiers, ne seront plus couverts par le tarif.

Réseau GDS regrette que l'objectif de productivité additionnelle attendue d'un opérateur efficace, ne soit ni explicité, ni quantifié et apparaisse souvent comme un argumentaire pour justifier de diminutions drastiques de nos charges d'exploitation reconnues.

Enfin, Réseau GDS regrette que la problématique des clients à option tarifaire T3 recourant au gaz de façon intermittente (appoints/secours) n'ait pas été prise en compte pour l'ATRD 5.